



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de
l'Administration Pénitentiaire**

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE DIJON

DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
72 A RUE D'AUXONNE
B.P. 13331
21033 DIJON CEDEX
Tél. : 03.80.72.50.00
Fax : 03.80.67.20.55

Maison d'Arrêt de TOURS

**20, rue Henri martin
B.P. 3413**

37 034 TOURS CEDEX

Tél : 02 47 60 12 80

Fax : 02 47 20 33 57

**Marché de Maîtrise d'œuvre
Rénovation des espaces sanitaires**

PROGRAMME

Consultation : DISPDIJ25010

Table des matières

I. OBJET ET QUALIFICATIONS DU TITULAIRE	3
I.1 Objet du Marché.....	3
I.2 Qualifications et moyens du titulaire	3
II. LA DISP DE DIJON, LES ETABLISSEMENTS	4
II.1 La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon	4
II.2 Localisation des établissements, des services et de l'opération	4
II.3 La Maison d'Arrêt de Tours.....	5
II.4 Présentation de l'établissement	5
III. DEFINITION DES BESOINS	6
III.1 Description des lieux et présentation du projet	6
III.2 Contraintes et obligations du titulaire	6
III.3 Contraintes Amiante / Plomb	6
III.4 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement.....	6
III.5 Programme	7
IV. MISSIONS, OBLIGATIONS	8
IV.1 Les missions.....	8
IV.2 Les obligations	8
V. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	9
V.1 Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS)	9
V.2 Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD).....	9
V.3 Etudes de projet (PRO)	10
V.4 Assistance pour la passation des contrats des travaux (ACT)	11
V.5 Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	12
V.6 Assistance aux opérations de réception (AOR)	13
V.7 Délais	13
V.8 Accès	13

I. OBJET ET QUALIFICATIONS DU TITULAIRE

I.1 Objet du Marché

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon souhaite engager des travaux de réfection des réseaux EFS, ECS et ECSB et des espaces sanitaires répartis sur 4 quartiers à la Maison d'Arrêt de Tours.

L'objet du présent marché est donc de confier une mission de maîtrise d'œuvre pour cette opération.

Le contenu des éléments de mission est conforme à la partie réglementaire du code de la commande publique.

Le prix des prestations est un prix forfaitaire, provisoire, établi à partir de l'enveloppe financière définie par le maître d'ouvrage.

En l'occurrence, au vu des études de faisabilité menées par la société MLC facilities et Synergieance ingénierie, le montant prévisionnel des travaux est estimé à 2 546 130,00 € HT.

I.2 Qualifications et moyens du titulaire

Le titulaire du marché devra obligatoirement présenter les assurances requises pour la mission de MOE.

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra avoir et présenter toutes les compétences nécessaires pour mener à bien l'ensemble de la mission, et ce, pour toute la durée des études et des travaux.

Le maître d'œuvre devra disposer également d'une compétence avérée en plomberie/sanitaire et en économie d'énergie.

Le titulaire devra justifier de sa capacité à travailler sur le projet, tant en phase étude, qu'en phase travaux.

II. LA DISP DE DIJON, LES ETABLISSEMENTS

II.1 La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon

La *Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires* (DISP) de Dijon est un service déconcentré du ministère de la Justice relevant de la Direction de l'administration pénitentiaire. Elle mène et engage les orientations stratégiques et politiques de l'Administration Pénitentiaire dans l'ensemble des Etablissements Pénitentiaires et des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) se trouvant dans les régions Bourgogne – Franche-Comté et Centre Val-de-Loire.

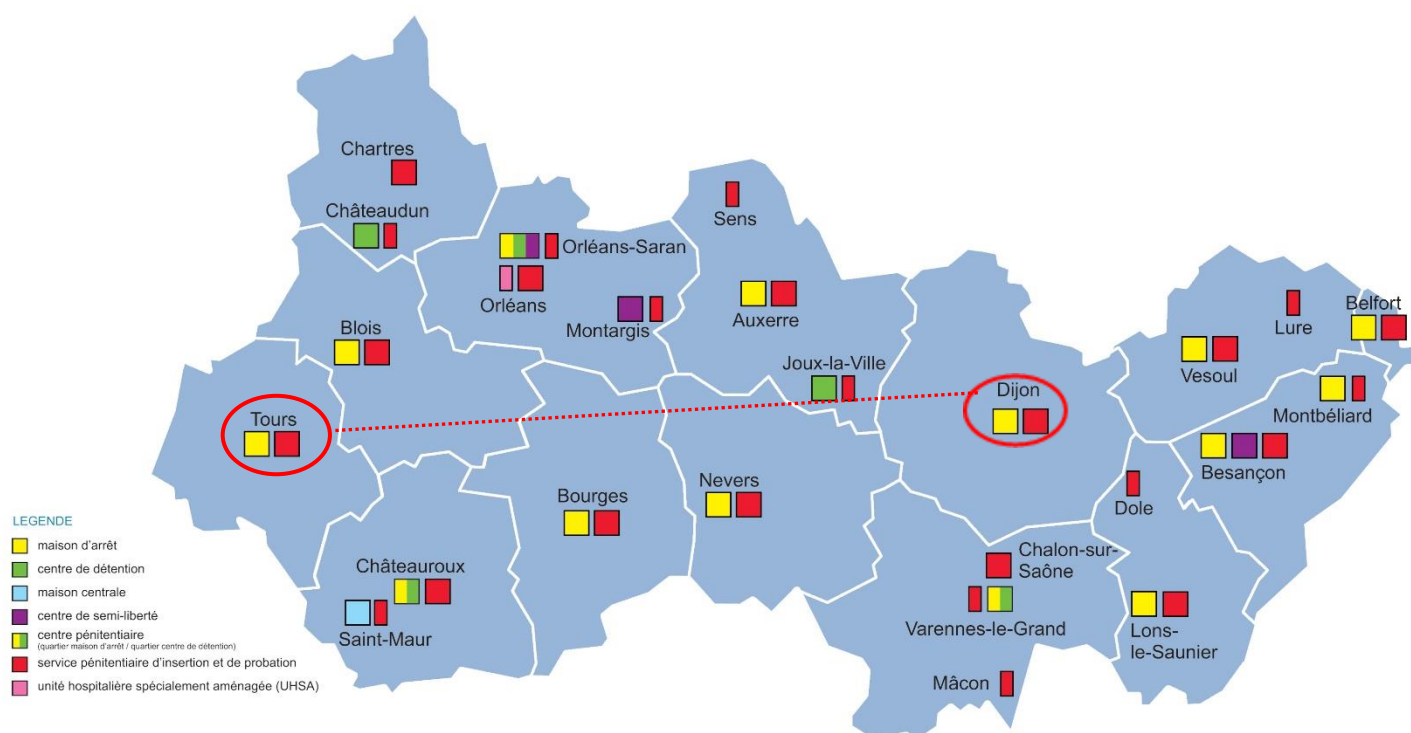
Le *Département des Affaires Immobilières* (DAI), au sein de la DISP gère et entretient le parc immobilier, les équipements et établissements pénitentiaires de l'inter-région, et l'ensemble des SPIP du ressort.

Il impulse, met en œuvre, et contrôle la politique immobilière interrégionale.

Il assure la maîtrise d'ouvrage d'opérations spécifiques de rénovation (réhabilitation et mise en conformité) qui lui sont confiées, et joue le rôle d'interface entre les services interrégionaux et les entreprises, les administrations et les partenaires externes.

II.2 Localisation des établissements, des services et de l'opération

L'opération suivante concerne l'ensemble de la Maison d'Arrêt de Tours :



II.3 La Maison d'Arrêt de Tours

La Maison d'Arrêt de Tours se situe en région Centre - Val de Loire, dans le département de l'Indre et Loire :

20 rue Henri Martin

37 034 TOURS



II.4 Présentation de l'établissement

La maison d'arrêt de Tours a été construite en 1934 et mise en service en juin 1935.

Elevée sur une emprise au sol de 3 109 m², sa construction a permis la fermeture de l'ancien établissement devenu trop vétuste, situé boulevard Béranger, à l'emplacement de l'actuel bureau de poste principal, en plein cœur du centre-ville.

Sa capacité initiale était de 100 places pour les hommes et 17 places pour les femmes.

Depuis, le 30 septembre 1975, les femmes ne sont plus incarcérées dans l'établissement. Un quartier de semi-liberté a été aménagé en remplacement.

Une maison d'arrêt reçoit les prévenus (détenus en attente de jugement) ainsi que les condamnés dont le reliquat de peine n'excède pas, en principe, un an lors de leur condamnation définitive.

Sa capacité théorique d'accueil est de 140 places.

La maison d'arrêt est composée de plusieurs entités :

- Un quartier hommes majeurs ;
- Un quartier semi-liberté ;
- Un secteur mineurs.

III. DEFINITIPON DES BESOINS

III.1 Description des lieux et présentation du projet

La présente opération a pour objectif d'effectuer des travaux de réfection de la chaufferie, des réseaux d'eaux chaude et froide sanitaires ainsi que la rénovation/réaménagement des espaces sanitaires de la Maison d'arrêt situé au 20 rue Henri Martin à Tours.

Il s'agira de rénover et de remettre à neuf les réseaux d'eaux et les sanitaires (douches, éviers, toilettes). L'opération intégrera également la réfection des revêtements intérieurs impactés, les mobiliers, les circuits de ventilations, les installations techniques ainsi que les réseaux électriques associés.

L'état actuel des réseaux présente de nombreuses défaillances : les canalisations sont fortement dégradées et corrodées, plusieurs fuites sont constatées, et le réseau d'ECS ne dessert pas les cellules.

Les douches collectives sont dans un état de dégradation et d'usure général avancées, la température de l'eau des douches est par ailleurs très instable et peut devenir excessivement élevée, représentant un risque de brûlure pour les usagers. Des phénomènes de retour d'eau chaude ont également été observés dans le circuit d'EFS.

L'opération devra ainsi intégrer :

- La réfection des réseaux d'eau ;
- Le réaménagement / la création des douches en détention.

III.2 Contraintes et obligations du titulaire

Le titulaire sera tenu de :

- Respecter le coût estimatif des travaux ;
- Elaborer un planning prévisionnel des travaux ;
- Prendre connaissance des lieux, des installations et des particularités des accès au site ;
- Respecter les normes de sécurité pénitentiaire et autres normes en vigueur.

III.3 Contraintes Amiante / Plomb

La maîtrise d'ouvrage fournira à la maîtrise d'œuvre l'ensemble des DTA en sa possession et les complétera par des RAAT avant consultation des entreprises.

De même, la maîtrise d'ouvrage prendra en charge sur demande de la maîtrise d'œuvre les éventuels diagnostics plomb nécessaires.

III.4 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement

Le titulaire intégrera dans son étude et notamment dans l'élaboration du phasage et dans l'estimatif financier de l'opération, l'ensemble des contraintes liées à la sécurité de l'établissement.

De même, la nécessité de préserver le bon fonctionnement de l'établissement durant les travaux, imposera un phasage technique soigneusement étudié et une attention particulière à la limitation des nuisances.

Si des interruptions ponctuelles et de courtes durées sont acceptables, l'accès permanent à la porte d'entrée principale (PEP) devra être assuré pour permettre toute entrée ou sortie de véhicule d'urgence ou de véhicules de l'administration pénitentiaire.

Le chef d'établissement devra être avisé de toutes les interventions pouvant entraîner un désordre d'ordre technique, pouvant mettre en péril le bon fonctionnement de l'établissement.

Le maître d'œuvre devra s'assurer que les travaux n'auront pas de répercussions sur le fonctionnement de l'établissement, si cela est le cas une proposition palliative devra être proposée lors du passage en mode dégrader (ex : Serrure électrique en passage manuel, téléphone portable si coupure de téléphone fixe, etc.).

Le maître d'œuvre devra s'assurer de la bonne remise en service de tous les organes de sécurité et de sûreté.

III.5 Programme

Le programme des travaux est décrit ci-dessous et détaillé et illustré dans les études de faisabilité.

Concernant la réfection des réseaux d'eau, il s'agira de :

- Créer un réseau d'eau dimensionné aux besoins de l'établissement ;
- Mettre en conformité les installations sanitaires ;
- Repérer tous les réseaux de fluides ;
- Dissocier le réseau RIA du réseau d'EFS ;
- Créer un bouclage ;
- Rénover la partie EFS/ECS de la chaufferie (ballon de stockage, échangeur, traitements, adoucisseur, etc.) ;
- Prévoir la desserte en EFS/ECS dans tous les locaux ;
- Prévoir le calorifugeage des réseaux pour optimiser les performances énergétiques.

Concernant le réaménagement / la création des douches en détention, les travaux consisteront à :

- Démolir et purger les anciennes douches ;
- Recréer des douches à d'autres emplacements ;
- Revoir/créer les reprises du circuit électrique (luminaires, réseaux, interrupteurs, tableaux, schémas électriques, etc.) ;
- Revoir/créer entièrement les réseaux de traitement d'air (gainés, moteurs, électricité, étiquetage, avec étude de dimensionnement VMC préalable, etc.) ;
- Revoir/créer les canalisations d'évacuation ;
- Revoir/créer la reprise des réseaux d'alimentations d'eau (tuyaux, mitigeurs, pommeaux de douches, vannes, bouclages, etc.) ;
- Créer des gaines techniques entre les pièces de douches ;
- Changer les menuiseries extérieures et intérieures ;
- Changer les revêtements muraux et sols ;
- Créer un plancher collaborant aux niveaux concernés.

Pour les douches, les travaux se situeront dans quatre espaces différents :

- 4 douches en cellule sont à créer au Quartier Arrivant RDC ;
- 8 douches collectives sont à (re)créer au Grand Quartier RDC ;
- 8 douches collectives sont à (re)créer au Grand Quartier 1^{er} étage ;
- 8 douches collectives sont à (re)créer au Grand Quartier 2^e étage.

Le phasage des travaux devra être minutieusement préparé et prendre en considération la sécurité de l'établissement, Il devra intégrer l'organisation des mouvements en détention, et une collaboration étroite avec l'établissement devra être mise en œuvre. Les différentes phases d'exécution devront être planifiées de manière successive, leur exécution simultanée étant exclue pour des raisons techniques et de coordination.

IV. MISSIONS, OBLIGATIONS

IV.1 Les missions

Les missions qui seront confiées au maître d'œuvre sont les missions de base.

Code	Libellé
APS	<i>Avant – projet Sommaire</i>
APD	<i>Avant – projet définitif</i>
PRO	<i>Etudes de Projet</i>
ACT	<i>Assistance pour la passation du Contrat de Travaux</i>
VISA	<i>Conformité et visa d'Exécution au projet</i>
DET	<i>Direction de l'Exécution des Travaux</i>
AOR	<i>Assistance aux Opérations de Réception et de garantie parfait achèvement</i>

Pour assurer cette mission le maître d'œuvre s'appuiera sur :

- Le présent programme ;
- L'étude de faisabilité transmise.

En phases d'études, des réunions de travail devront être menées avec les interlocuteurs suivants :

- Une personne représentant le département des affaires immobilières ;
- Un représentant de l'établissement.

IV.2 Les obligations

Le titulaire devra inclure dans les phases APS et APD autant que nécessaire une prise de connaissance exhaustive des lieux, des installations techniques, des modalités d'accès et des contraintes pénitenciaires inhérentes au site.

Il devra prendre en considération les normes de sécurité Pénitenciaire et autres normes en vigueur.

Il devra prendre en considération les réglementations applicables et notamment celle des ERP et Etablissements relevant du code du travail et consulter lors des études les services départementaux d'incendie et de secours.

Enfin, le titulaire devra prendre en considération les avis du contrôleur technique construction qui sera nommé.

Obligations concernant les logiciels :

- Les plans seront élaborés à partir d'Autocad 2020 minimum et respecteront la charte graphique établie par le DAI /DISP Dijon ;
- Les pièces écrites seront élaborées au moyen de Word /Excel ;
- Les notes de calculs, études d'avant-projet et d'exécution seront établies au moyen de progiciels du commerce intégrant les règles de dimensionnement des DTU (Sani Win ou équivalent...) ;
- Les plannings d'études ou de travaux seront établis au moyen de MS Project, GanttProject ou équivalent.

Restent à charge de la maîtrise d'ouvrage les obligations suivantes :

- La fourniture des DTA et plans topographiques disponibles ;
- La réalisation des RAAT ;
- La prise en charge d'un diagnostic plomb le cas échéant ;
- La prise en charge des missions CSPS et de contrôle technique.

V. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

La mission de Maîtrise d'œuvre du présent projet doit notamment :

- Intégrer dès l'AVP et répercuter aux entreprises concernées les **observations du CT et CSPS**
 - ✓ Intégrer dans ses études, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le contrôleur technique lui a notifié avant le lancement de la consultation afin d'obtenir un RICT (rapport initial) sans avis défavorable et tout au long de l'opération, afin d'obtenir un RFCT (Rapport final) sans observations à lever à la fin de l'ouvrage. L'objectif étant d'obtenir un Rapport de Vérification Réglementaire Avant Travaux par le bureau de contrôle ;
 - ✓ Intégrer dans ses études, l'ensemble des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs que le maître de l'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation.
- Suivre les travaux, assister aux réunions de chantier (une/semaine) et transmettre les CR.
- Contrôler les DOE avant transmission au MOA.

En fonction de l'évolution des travaux, des réceptions partielles pourront être demandées par le maître d'ouvrage.

V.1 Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire, fondées sur les solutions retenues issues de l'étude de faisabilité et approuvées par la maîtrise d'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations ;
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- Indiquer les méthodologies et phasages chantier qui permettront de garantir la continuité des flux et des stationnements durant le chantier ;
- Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de faisabilité ;
- Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et l'établissements, pendant lesquelles, des explications sur les options techniques et économiques proposées seront fournies.

Les livrables attendus sont à minima les suivants :

- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de schéma de principe, plans, coupes et élévations ;
- Notice descriptive sommaire décrivant les solutions techniques et modalités de phasage ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux ;
- Présentation des études d'APS au maître d'ouvrage pour approbation ;
- Compte-rendu de réunion.

V.2 Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvée par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plan les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- Définir les matériaux et équipements et les dimensionner ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements.
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par parties d'ouvrages, par budget et indiquer l'incertitude sur estimation ;

- Donner une approche du calendrier global d'exécution des travaux, notamment les solutions de gestion des flux et stationnement durant les travaux ;
- Etudier les impacts sur l'exploitation-maintenance ;
- Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et les établissements, pendant lesquelles seront fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées.

Les livrables attendus sont à minima les suivants :

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de schémas de principe détaillés, plans, coupes ;
- Notes de calcul de détermination des réseaux selon les DTU en vigueur ;
- Notice descriptive précisant les matériaux et équipements proposés ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques avec analyse fonctionnelle ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés ;
- Calendrier global par phase de l'exécution des travaux ;
- Compte-rendu des réunions.

NB : suivant le contexte de l'opération, d'autres éléments pourront être exigés et feront au préalable l'objet d'un échange entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

Les études d'APD seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

V.3 Etudes de projet (PRO)

Les études de projet, fondées sur les études d'avant-projet détaillées et approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser les tracés en plan, coupes et détails les formes des différents éléments, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que leurs conditions de mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet par les entreprises ;
- Confirmer le coût prévisionnel des travaux établi en APD en le décomposant par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer finement le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Les livrables attendus sont les suivants :

Documents graphiques

- Plans, coupes et détails des ouvrages lot par lot ;
- Plans de principe d'installation et d'accès de chantier ;
- Plan et calendrier de phasage.

Documents écrits

- CCTP : description détaillée, lot par lot, des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives, fonctionnelles, performanciennes, environnementales, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, ainsi que les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire par lot ;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposés par lot.

V.4 Assistance pour la passation des contrats des travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation ;
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Documents à remettre au maître d'ouvrage

Elaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises

Le DCE sera élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux. Le maître d'œuvre devra ainsi adapter les documents produits aux choix effectués par le maître d'ouvrage.

A minima, durant la phase PRO / DCE, le titulaire collaborera avec la cellule marché de la DISP / DAI afin de rédiger en commun les pièces administratives du marché de travaux (CCAP, RC, DPGF). Ainsi, le maître d'œuvre :

- Proposera au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui sembleront nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération ;
- Etablira la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il aura élaborées ou qui auront été fournies par le maître d'ouvrage, les collectera et les regroupera dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprendra ainsi :
 - o Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre ;
 - o Les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.) ;
- Proposera une grille de critères et système de pondération/notation, établie suivant les enjeux de l'ouvrage en matière de coût /technicité/délai pour renseigner le RC établi par le maître d'ouvrage.

Consultation des entreprises

Lors de la phase consultation des entreprises, le maître d'œuvre contribuera aux réponses aux questions posées par les entreprises si nécessaire, et suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage. Après la réception des offres, le maître d'œuvre procédera à :

- L'établissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres basé sur les critères précédemment définis, et, s'il y a lieu, de leurs variantes. Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître d'ouvrage, remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire ;
- La proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (offres économiquement les plus avantageuses) ;
- La rédaction du rapport d'analyse des offres présentant des propositions d'attribution justifiées, des extraits de ce rapport devront pouvoir être intégrés dans le document officiel « OUV 8 » qui sera validé par le maître d'ouvrage ;

Dans le cadre de l'ACT, le maître d'œuvre devra présenter son analyse au maître d'ouvrage et y apporter des compléments si besoin.

Si la consultation est déclarée infructueuse, le maître d'œuvre devra proposer un dossier de consultation modifié, qui pourra donc comporter une reprise des études de projet pour les adapter au coût prévisionnel validé par le maître d'ouvrage.

Les livrables attendus sont les suivants :

- Un tableau de critères et les pondérations associées ;
- Une analyse des offres en rapport avec les critères du RC, une proposition de sélection justifiée avec les variantes et options à retenir, les éléments de prix qui apparaissent comme anormalement bas justifiés.

Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre mettra au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

V.5 Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Etablir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général.
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

Le maître d'œuvre aura en charge :

La direction des travaux

- Organisation et direction des réunions de chantier ;
- Etablissement et diffusion des compte-rendu ;
- Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
- Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.

Il est rappelé que toute modification technique et/ou financière par rapport aux contrats passés avec les entreprises devra faire l'objet d'une validation par le maître d'ouvrage.

Le contrôle de la conformité de la réalisation

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ;
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ;
- Etablissement de compte-rendu d'observation ;
- Synthèse des choix des matériaux.

La gestion financière

- Vérification des décomptes mensuels et finaux, établissement des états d'acompte ;
- Examen des devis de travaux complémentaires ;
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
- Etablissement du décompte général.

La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

V.6 Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage :

Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Validera par sondage les performances des installations ;
- Organisera les réunions de contrôle de conformité ;
- Etablira par corps d'état ou par lot la liste des réserves ;
- Proposera au maître d'ouvrage la réception.

Etat des réserves et suivi :

- Le maître d'œuvre s'assurera de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE) :

- Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement :

- Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

V.7 Délais

- **Délai contractuel maximal pour APS : 4 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines
- **Délai contractuel maximal pour APD : 6 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 3 semaines
- **Délai maximal de rédaction des dossiers administratifs : 2 semaines** (en temps masqué)
- **Délai contractuel pour PRO : 6 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 3 semaines
- **Délai contractuel pour DCE : 4 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines
- Délai pour consultation en marché public et phase ACT : 12 semaines
- Délai estimé pour exécution des travaux (DET+ AOR + DOE) : 120 semaines

V.8 Accès

Il est rappelé les éléments suivants :

- Aucun portable n'est autorisé dans l'enceinte pénitentiaire ;
- Les appareils photos sont autorisés, sous réserve d'envoie des références à l'établissement et acceptation de sa part ;
- L'accès dans l'enceinte pénitentiaire nécessite de fournir la carte d'identité de tous les intervenants un mois avant la première intervention sur site pour création d'une autorisation d'accès ;

- Le matériel entrant dans l'enceinte pénitentiaire doit être listé (référence + photo) et la liste remise à l'établissement pour vérification ;
- Tout autre système électronique (téléphone, tablette, etc.) n'est pas autorisé dans l'enceinte pénitentiaire.

Une visite du site préalable à la remise d'une offre pour la prestation de maîtrise d'œuvre relative à ce programme est obligatoire.

Contact MA TOURS :

- M. Anatole LUCCHINI (Adjoint au chef d'établissement) : anatole.lucchini@justice.fr
- M. Florian AUGUSTE (Responsable du service Technique) : florian.auguste@justice.fr

En copie de tous les échanges :

- M. Ludovic BARRAULT (chef de projet en charge de l'opération) : ludovic.barrault@justice.fr